

[LOGO DU BARREAU]



VISITES DES LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ
LOCAUX DE GARDE A VUE ET DE RETENUE DOUANIERE

Rapport de visite concernant :

Type d'établissement : (Nom de l'établissement, adresse et coordonnées)

Commissariat de :

Gendarmerie de :

Locaux de retenue douanière de :

St Florent sur Cher (18400)

6 rue Jc. Moulin

18400 St Florent sur Cher

Rappel du cadre légal

Article 719 du code de procédure pénale : « (...) les bâtonniers sur leur ressort ou leur délégué spécialement désigné au sein du conseil de l'ordre sont **autorisés à visiter à tout moment les locaux de garde à vue, les locaux des retenues douanières** définies à l'article 323-1 du code des douanes ... »

L'article 63-5 du code de procédure pénale : « La garde à vue doit s'exécuter dans des **conditions assurant le respect de la dignité de la personne**. Seules peuvent être imposées à la personne gardée à vue les mesures de sécurité strictement nécessaires. »

Pour les locaux de retenue douanière : article 60 et 323 à 323-10 du Code des Douanes.

Date de la visite : 17/11/2023 (Date de la visite précédente : / /)

Heures de visite : DÉBUT : 17h FIN : 18h30

Visite effectuée par (nom et qualité des membres de l'équipe de visite) :

le Bâtonnier de l'ordre M^c Dominique Liscroix

Indiquez le nombre total de personnes présentes à la visite : 1

Avez-vous prévenu de votre visite ? OUI NON

Nom de la personne en charge de l'établissement :

Major LECOLIER

Nom de l'adjoint ou des adjoints :

Nom et grade de la ou des personnes qui vous accompagnent au cours de la visite :

Major Léculier

II- ENTRAVES AU DROIT DE VISITE

Éventuelles entraves au droit de visite :

Refus de visite ?

OUI NON

Non accès à certaines geôles ?

OUI NON

Interdiction du téléphone portable, équipements connectés et appareil photographique pour le bâtonnier ou son délégué ?

OUI NON

- En cas d'entraves, veuillez préciser les difficultés auxquelles vous avez été confronté :

aucune entrave

- S'il n'y a pas eu d'entrave, comment s'est passé l'accueil ? Quelle est l'organisation du service ? Avec quel membre du personnel avez-vous effectué la visite ? (OPJ, commissaire...)

accueil courtois - effectué de la Bugab comme à
grand partie du Bâtiment
deux jours de communication
visit effectuée avec le chef de Bugab & Me pour
LECOLIER O.P.J.

III- ACCES AU DROIT ET CONFIDENTIALITÉ

1. CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'AVOCAT ET DU MEDECIN

- Un formulaire expliquant leurs droits en vue de la notification des droits est-il mis à disposition des personnes gardées à vue ?

OUI NON *présente*

Pour l'avocat :

- Existe-t-il un ou plusieurs locaux dédiés aux entretiens avec l'avocat ?

OUI NON

Si oui, combien de locaux dédiés :

- Les locaux dédiés sont-ils suffisamment dimensionnés pour permettre un entretien avocat-client, le cas échéant, avec un interprète ?

OUI NON

- Le local est-il suffisamment propre ? (Effritement des murs, odeurs pestilentielles, saleté des sièges, etc...)

OUI NON

- **Le local est-il suffisamment isolé pour garantir le respect de la confidentialité de l'entretien ?**

OUI NON

Pour le médecin :

- Existe-t-il un ou plusieurs locaux dédiés aux entretiens avec le médecin ?

OUI NON

Si oui, combien de locaux dédiés :

- Le local dédié au médecin dispose-t-il d'une table d'auscultation ?

OUI NON

- **Le local permet-il l'examen médical à l'abri du regard et de toute écoute extérieure permettant le respect de la dignité et du secret professionnel ?**

OUI NON

- En cas de blessures, les pompiers/le SAMU sont-ils appelés ?

OUI NON

Quel service est appelé le plus souvent ? :

2. LOCAL DE SIGNALISATION, ETHYLOMETRIE, FOUILLES

- Le local est-il suffisamment propre ?

OUI NON

- Présence d'un affichage sur les finalités du fichage et les possibilités de consultation ou d'effacement ?

OUI NON + *notifie l'establiement*

- Un inventaire contradictoire des objets possédés est-il réalisé ?

OUI NON

- Les objets précieux sont-ils placés dans une armoire forte ?

OUI NON

3. VIDEOSURVEILLANCE

Existe-t-il un système de vidéosurveillance dans la cellule de garde à vue ?

OUI NON

SI OUI :

- Modalités de la vidéosurveillance :**

- L'emplacement des caméras est-il visible ? OUI NON

- La cellule dispose-t-elle d'un pare-feu garantissant l'intimité de la personne tout en permettant la restitution d'images opacifiées ? OUI NON

- Consultation du registre des systèmes de vidéosurveillance, qui doit préciser, y compris en temps réel (case à cocher) :**

- L'identité des personnes qui ont fait l'objet d'un placement sous vidéosurveillance
- La durée des enregistrements réalisés
- Les personnes ayant visionné les images (L256-4 al.3 du Code de la sécurité intérieure)

■ **RECOURS A LA VIDEOSURVEILLANCE ET LES DROITS Y AFFERANT :**

POINTS à VÉRIFIER si au moment de la visite une personne gardée à vue fait l'objet d'une vidéosurveillance :

- Qui a décidé de la mesure ? :
 - Le chef de sécurité du lieu : OUI NON
 - Son représentant : OUI NON

- Pour quel motif ? : (L.256-2 al.1^{er} CSI)
 - Raisons sérieuses de penser que la personne pourrait tenter de s'évader ? OUI NON
 - Raisons sérieuses de penser que la personne pourrait représenter une menace pour lui-même ou pour autrui ? OUI NON

- L'autorité judiciaire compétente sous le contrôle de laquelle s'exerce la garde à vue a-t-elle été informée de la mesure (L.256-2 al.3 CSI) ?
 OUI NON

- La vidéosurveillance est-elle effectivement limitée à 24 heures (L.256-2 al.2 CSI) ?
 OUI NON

- Si la vidéosurveillance a été prolongée au-delà de 24 heures, l'autorité compétente a-t-elle donné son accord (L.256-2 al.4 CSI) ?
 OUI NON

- La décision de placement sous vidéosurveillance est-elle notifiée à la personne concernée (L.256-2 al.5 CSI) ?
 OUI NON

- La personne peut-elle, à tout moment, demander à l'autorité judiciaire compétente qu'il soit mis fin à la mesure de placement sous vidéosurveillance (L.256-2 al.5 CSI) ?
 OUI NON

- Si la personne gardée à vue est un mineur ou bénéficie d'une mesure de protection juridique, la mesure de vidéosurveillance a-t-elle été portée à la connaissance :
 - Des parents, du curateur ou du tuteur
 - De l'avocat ou du gardé à vue
 - Personne n'a été prévenu

IV- CONDITIONS INDIGNES DE DÉTENTION RELEVÉES

1. CONDITIONS MATERIELLES CONSTATÉES :

○ Nombre de personnes en cellule : 0

○ Nombre de personnes en cellule de dégrisement : 0

○ Si la cellule est individuelle, la superficie est-elle d'au moins de 7m² ?
 OUI NON

○ Si la cellule est collective, la superficie est-elle d'au moins 12m² ?
 OUI NON *590,81*

○ Espaces de repos mis à disposition des GAV (case(s) à cocher) :

- Possibilité de s'allonger
- Nombre de banquettes suffisantes par rapport au nombre de gardés à vue/retenus
- Matelas au sol
- Matelas pour chaque gardé à vue/retenue
- Oreiller pour chaque gardé à vue/retenue
- Couverture propre à usage individuel

○ Point d'eau et hygiène (case(s) à cocher) :

- Point d'eau fonctionnel dans la cellule
- Toilettes fonctionnelles avec muret pour préserver l'intimité
- Toilettes sans muret pour préserver l'intimité
- Accès à des toilettes en dehors de la cellule
- Possibilité de prendre une douche
- Mise à disposition de savon et serviettes propres

Point d'hygiène

○ Kit d'hygiène mis à disposition des personnes en GAV : OUI NON

- Des lingettes rafraichissantes
- Du dentifrice à croquer
- Masque de protection
- Gel hydroalcoolique
- Serviettes hygiéniques

○ Chauffage dans les cellules :

Température relevée : *17°*

OUI NON

○ Système de ventilation fonctionnel dans les cellules : OUI NON

▪ Les personnes peuvent-elles s'alimenter ?

OUI NON

○ Si oui le repas est-il servi chaud ?

OUI NON

○ Les éventuels interdits ou régimes alimentaires sont-ils pris en considération dans le choix du repas ?

OUI NON

2. CONDITIONS DE DÉTENTION :

○ Les mineurs et personnes vulnérables sont-elles dans les mêmes cellules que les personnes majeures ?

OUI NON

○ Les femmes et les hommes sont-ils dans la même cellule ?

OUI NON

○ Les personnes en état d'ivresse sont-elles isolées ?

OUI NON

○ Les locaux sont-ils adaptés aux personnes handicapées ?

OUI NON

➤ De manière générale, les conditions matérielles de détention sont-elles satisfaisantes (hygiène, propreté, respect de la personne humaine) ?

SATISFAISANTES

INDIGNES

3. AUTRES CONDITIONS :

▪ Avez-vous pu échanger avec une personne gardée à vue ?

OUI NON

○ Si oui, a-t-elle formulé des doléances sur ses conditions de détention ?

OUI NON

- Si oui, lesquelles ?

▪ Avez-vous constaté des violences ou des mauvais traitements sur les personnes gardées à vue ?

OUI NON

gentami Cochabamba
vegenant de la police de l'Etat
vegenant de l'Etat R. A.S

V- ACTIONS DU BATONNIER A L'ISSUE DE LA VISITE

Quelles actions avez-vous ou allez-vous mener à l'issue de la visite ? (Rapport, courriers, signalements, recours...)

RNS
= cou rapport C. D. B

VI- RELAIS A LA PRESSE LOCALE / NATIONALE

Avez-vous contacté la presse ?

OUI NON

Si oui, lien web vers l'article : _____

VII- CONCLUSIONS / VOS RECOMMANDATIONS

ANNEXES PHOTOS


